



La dictature des bien-pensants

Sectarisme

La gauche choisit de favoriser une immigration sans contrôle, en brandissant l'accusation de racisme contre la droite... et les Français ! Un terrorisme intellectuel dont les socialistes sont coutumiers sur bien des sujets.

18 Sondage : l'immigration n'est pas une chance pour la France

19 Les "bonnets rouges" diffamés par la gauche

20 Lorànt Deutsch : polémique sur l'histoire de France

21 Sophia Aram : la faillite des donneurs de leçons

22 Rama Yade : l'icône déchue

Dossier coordonné par Fabrice Madouas

Non, l'immigration n'est pas une chance pour la France. Oui, on en fait plus pour les immigrés que pour les Français. Dans leur sécheresse, ces deux affirmations résument ce que la majorité des Français pense de l'immigration et de l'action de la gauche dans ce domaine. Réalisé par l'Ifop après l'affaire Leonarda, le sondage que nous publions cette semaine est très sévère pour le gouvernement (*lire page 18*). Il prouve que le fossé ne cesse de se creuser entre les électeurs et ceux qui sont censés les représenter. Car Manuel Valls vient de révéler que ses services régulariseraient cette année

46 000 étrangers en situation irrégulière : 50 % de plus qu'en 2011 ! Dans le même temps, l'Intérieur a confirmé que le nombre de reconduites à la frontière allait diminuer : « *autour de 21 000* » cette année, au lieu de 36 800 l'an dernier.

Plus de régularisations, moins d'expulsions : après dix-huit mois de gouvernement, ce bilan illustre le mépris de la gauche pour l'opinion publique. Verts et socialistes continuent d'affirmer que "l'immigration est une chance pour la France". Et quiconque ose discuter ce credo, repris en chœur par la plupart

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur,
et Christiane Taubira, garde des Sceaux.
Dans les faits, leurs actions convergent.



des médias, passe pour raciste. Pas question de changer de politique. Il suffit de lire l'entretien accordé par Christiane Taubira à *Libération*, le 6 novembre, pour s'en convaincre. « *Il faut arrêter d'en faire un feuilleton quotidien ! assène-t-elle. En quoi l'immigration est-elle un problème ? En quoi met-elle en danger la société française ?* » L'insécurité n'est qu'un sentiment, l'immigration n'est qu'un fantasme.

La garde des Sceaux revient surtout sur les injures qu'elle a récemment essuyées : à quelques semaines d'intervalle, elle a été comparée à une guenon par une candidate du Front national

aux municipales puis par des manifestants hostiles à sa loi sur le "mariage" homosexuel. Depuis, la candidate a été exclue de la formation lepéniste et les responsables de La Manif pour tous ont fermement condamné les « *propos affligeants* » des manifestants : « *Nous nous en désolidarisons totalement* », a déclaré Ludovine de La Rochère, en soulignant qu'il s'agissait d'un « *incident isolé* ».

Ce double désaveu ne suffit pas à Christiane Taubira, qui veut voir dans « *ces attaques racistes [...] une attaque au cœur de la République* ». On découvre, à la lire, que les opposants au mariage

Christiane Taubira ne cherche pas à débattre, mais à réduire l'opposition au silence.

homosexuel – malmenés par le gouvernement tout au long de ce débat – ont mis en péril la cohésion sociale. Et surtout que la droite n'a cessé de nourrir les attaques que la République subit à travers sa personne. Le coupable est tout trouvé : Nicolas Sarkozy ! « *Périodiquement, et encore sous le dernier quinquennat, on a construit un ennemi intérieur, dit Christiane Taubira. [...] Ilya eu des étapes : le fameux débat sur l'identité nationale (même s'il a fait un flop), le débat sur l'islam (même s'ils l'ont désigné "débat sur la laïcité" avant d'y renoncer), le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale...* » Et de conclure qu'« *on a connu une droite plus républicaine* » !

Le propos est habile : en l'accusant de racisme, Christiane Taubira espère exclure l'opposition du "champ républicain" au moment précis où resurgit le débat sur l'immigration, à la faveur de l'affaire Leonarda. La droite discréditée, ses propositions sont délégitimées. Il devient impossible de réviser le code de la nationalité sans être suspecté d'attenter à la démocratie.

Ce procédé n'est pas nouveau : il s'agit de réduire au silence son adversaire en l'accusant d'arrière-pensées dont il aura toutes les peines du monde à se disculper. La gauche est familière de cette tactique stalinienne, d'autant plus efficace qu'elle fait systématiquement référence "aux heures sombres de notre histoire".

Des exemples ? En 2010, à Grenoble, Nicolas Sarkozy évoque le retrait de la nationalité aux Français d'origine

Gouvernement La cécité

Le pouvoir socialiste a souvent utilisé contre *Valeurs actuelles* de la rhétorique qu'il utilise aujourd'hui contre l'opposition et tous ceux qui contestent sa politique. Au cœur du débat, les deux unes que nous avons consacrées aux Roms puis à l'immigration. La gauche feint d'oublier que les dossiers qui soutenaient ces couvertures s'appuyaient sur deux sondages réalisés l'un par Harris Interactive, l'autre par l'Ifop. Le premier révélait que 7 Français sur 10 étaient préoccupés par la présence des Roms en France, le second que 63 % jugeaient sévèrement la politique de naturalisations massives pratiquée par Manuel Valls. Mais le gouvernement préfère ignorer les faits et l'avis des Français... F. M.

.....
étrangère condamnés pour le meurtre d'un policier. Eva Joly dénonce aussitôt un « *racisme d'État* » : « *Sarkozy nomme des boucs émissaires. C'est très fasciste.* » La révision de l'ordonnance sur les mineurs délinquants met Michel Rocard hors de lui : « *On n'avait pas vu ça depuis Vichy, depuis les nazis.* »

La même année, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, crée les "brigades spéciales de terrain" pour remplacer les unités territoriales de quartier : « *La notion de brigade spéciale renvoie aux plus sombres périodes de la Seconde Guerre mondiale, réagit Jean-Jacques Urvoas, aujourd'hui président de la commission des lois à l'Assemblée. Les BS étaient une unité de la police de Pétain [...] travaillant en étroite collaboration avec les polices allemandes.* »

Les intellectuels qui ne se soumettent pas sont eux aussi ostracisés.

Toujours en 2010, Nadine Morano déclare que les enfants ne doivent « *pas servir d'alibi* » aux Roms pour rester en France. « *Dans les années 1930, on désignait les juifs comme la cause de nos propres malheurs, s'insurge Arnaud Montebourg. [...] Nous sommes en train d'arriver à une sorte de racisme officiel.* » En 2011, c'est encore à Hitler que le Mouvement des jeunes socialistes de la Vienne assimile Nicolas Sarkozy, représenté le bras tendu sur une affiche. ▶

► Les intellectuels et les éditorialistes qui ne se soumettent pas à ce terrorisme intellectuel sont eux aussi ostracisés. « Néoréac », Alain Finkielkraut, accusé de « justifier la vomissure raciste » par le journaliste Claude Askolovitch. « Néofachos », Éric Zemmour, Ivan Rioufol, Élisabeth Lévy et tant d'autres. Personne n'est à l'abri de cette police de la pensée. Le comédien Lorant Deutsch en a fait l'amère expérience : son livre, *Hexagone*, déplait à la gauche, qui juge "malsaine" sa narration de la bataille de Poitiers (*lire page 20*). Sans parler ni d'Alain Delon ni de Jean Roucas, coupables de sympathies pour le Front national. Même les "bonnets rouges" sont suspectés de collusions fascistes (*lire page 19*) !

La France est l'un des pays d'Europe où se pratiquent le plus de mariages mixtes.

« La France raciste est de retour, en conclut le journaliste Harry Roselmack, dans *le Monde*. Ce qui me chagrine, c'est le fond de racisme qui résiste au temps et aux mots d'ordre, pas seulement au sein du FN, mais au plus profond de la société française. »

La France raciste ? Comment expliquer, alors, que les Français classent en tête du palmarès des personnalités qu'ils préfèrent des sportifs noirs ou des humoristes d'origine maghrébine ? N'est-ce pas la preuve que l'origine de ces personnalités les indiffère ? Comment expliquer aussi que la France soit, de tous les grands pays européens, celui qui compte le plus de mariages mixtes (13 % en métropole, selon l'Ined) ? Pourquoi ne pas évoquer non plus le racisme anti-Blanc que Michèle Tribalat met en évidence dans son dernier livre, *Assimilation : la fin du modèle français* (Éditions du Toucan) ? « Si le racisme doit être combattu, c'est avec exigence et discernement en refusant de s'en servir comme l'un de ces outils par excellence de simplification du réel », écrit la démographe.

Les faits ont beau démentir l'accusation, le cliché perdure. Combien de temps encore ? Selon Ipsos-le Point, François Hollande est désormais le plus impopulaire des présidents de la V^e République : 21 % seulement des Français ont une opinion favorable du chef de l'État, et les trois quarts d'entre eux une opinion défavorable. Retour aux réalités. ● **Fabrice Madouas**

Sondage : l'immigration n'est pas une chance pour la France

Omerta

Exclusif : une large majorité de Français ne supporte plus les discours bien-pensants sur la question de l'immigration.

Qui osera encore parler, comme le fit Bernard Stasi en 1984, de l'immigration "chance pour la France" ? Notre sondage exclusif réalisé par l'Ifop ne laisse aucune place au doute : pour une large majorité de Français, l'immigration est aujourd'hui perçue de manière négative. Ils sont ainsi 86 % à penser qu'"il faut passer d'une immigration subie à une immigration choisie", au lieu de 62 % en avril 2006. Pis : la proportion de sympathisants de gauche à partager cette opinion s'élève à... 82 % (avec la plus forte progression : 33 points en sept ans), quand ceux de l'UMP sont 96 %, et ceux du Front national, 92 % !

Racisme ? Xénophobie ? On entend déjà les beaux esprits fustiger une société française "radicalisée" et une "parole qui se libère". Qu'ils analysent les résultats de notre sondage : les sympathisants du NPA à 83 %, ceux du

Front de gauche (75 %), du PS (85 %), d'Europe Écologie-Les Verts (77 %), du MoDem (90 %) et de l'UDI (96 %) la partagent eux aussi !

« On observe, sur la question de l'immigration, un durcissement très net de la société française, commente Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop. Ce durcissement s'est même accéléré ces dernières années, et ce, sur toutes les questions que soulève ce débat. »

En effet, 67 % des sondés affirment qu'"on en fait plus pour les immigrés que pour les Français". En avril 2006, ils n'étaient que 40 % à le penser. Cette hausse flagrante n'épargne pas la gauche (38 % des électeurs de Mélenchon et 41 % de ceux de Hollande partagent ce constat !) mais touche particulièrement la droite, où elle atteint 41 points dans l'électorat UMP et 27 dans celui du FN.

Plus révélateur encore, c'est dans les catégories supérieures (61 % à partager l'affirmation) que le rejet de l'immigration est le moins prononcé. Dans

LES FRANÇAIS FACE À DIFFÉRENTES OPINIONS SUR L'IMMIGRATION

Voici différentes opinions que l'on peut entendre au sujet de l'immigration. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord ?

Récapitulatif "d'accord"	Rappel avril 2006 (1) en %	Rappel février 2007 (2) en %	Ensemble octobre 2013 en %
Il faut passer d'une immigration subie à une immigration choisie	62		86
On en fait plus pour les immigrés que pour les Français	40		67
L'immigration est une chance pour la France		49	37
Les pouvoirs publics luttent efficacement contre l'immigration clandestine		45	24

Étude réalisée par l'Ifop pour "Valeurs actuelles" du 23 au 25 octobre auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus. Méthode Cawi ("computer assisted Web interviewing").
(1) Sondage Ifop pour LCI réalisé par téléphone du 27 au 28 avril 2006 auprès d'un échantillon de 957 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus.
(2) Sondage Ifop pour "Acteurs publics" réalisé par téléphone du 1^{er} au 2 février 2007 auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus.

les classes populaires, en revanche, 73 % des employés et 80 % des ouvriers ressentent cette "préférence immigrée". On observe, de même, un crescendo de l'exaspération selon que les sondés vivent ou non éloignés des beaux quartiers parisiens d'où viennent les leçons de morale de la gauche bien-pensante. Ainsi, 76 % des habitants des communes rurales répondent oui à cette question, tout comme 66 % de ceux des villes de province. Les habitants de l'agglomération parisienne ne sont en revanche "que" 59 % à partager cette opinion.

Le désarroi de la gauche face à cette "France des invisibles" décidément rétive au multiculturalisme.

« Tous les indicateurs vont dans le même sens », poursuit Jérôme Fourquet. À la question "Trouvez-vous que les pouvoirs publics luttent efficacement contre l'immigration clandestine ?", les Français apportent un cinglant désaveu à la caste médiatico-politique, qui jette un voile pudique sur la question.

En février 2007, ils étaient 45 % – sous un gouvernement de droite – à penser que la réponse du gouvernement était adaptée. En octobre 2013, ils ne sont plus que 24 % ! Au PS, seuls 50 % des sympathisants jugent satisfaisante la politique menée en la matière par "leur" gouvernement, quand, à l'UMP, seuls 8 % se disent satisfaits, et 6 % au Front national ! Là encore, confirmant les thèses du géographe Christophe Guilluy, théoricien de cette "France des invisibles", périurbaine et rurale, « beaucoup moins habituée au métissage et au multiculturalisme, sujette à un réflexe très marqué », selon Fourquet, 18 % seulement des Français des catégories populaires se disent satisfaits.

Cinglant démenti, enfin, à l'affirmation de Bernard Stasi. Repris dans une question de notre sondage, le titre de son livre, *l'Immigration, une chance pour la France*, fait aujourd'hui la quasi-unanimité contre lui. Les Français ne sont plus que 37 % à partager sa conviction – ils étaient encore 49 % en février 2007. Un discrédit généralisé envers la doxa politiquement correcte de nos gouvernants actuels. ●

Geoffroy Lejeune

Les "bonnets rouges" diffamés par la gauche

Mépris

"Nigauds", "poujadistes", militants d'extrême droite : la gauche a tout fait pour discréditer les "bonnets rouges" par des amalgames douteux.

« À Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres. » C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon résumait par avance la manifestation des "bonnets rouges" contre l'écotaxe et le matraquage fiscal. Très en verve, le président du Parti de gauche les a aussi traités de « nigauds » défilant aux ordres « du patronat et des cléricaux des départements bretons » !

Membre du PS et de la CGT, Gérard Filoche n'a pas fait non plus dans la demi-mesure, accusant lui aussi le patronat de manipuler paysans et salariés : ce sont, écrit-il, « les seigneurs de jadis qui portent maintenant le bonnet rouge contre le peuple ». Avant de prédire qu'il y aurait dans le cortège, à Quimper, « des gros bruns masqués de poils rouges »...

Bien que les journalistes dépêchés sur place aient insisté sur le caractère hétéroclite de ce rassemblement, beaucoup, à gauche, y ont vu la main de l'extrême droite – comme Yann Galut, député PS du Cher, admonestant l'un de ses "camarades" sur Twitter : « Bravo. Manifester avec des gros fachos... fier pour toi ! » « Une étude de Twitter montre que les soutiens de la manif poujadiste de Quimper sont des Manif pour tous, des FN, des UMP et des Identitaires », résume la Gauche forte, courant socialiste animé par Galut. Il faut comprendre que, pour la gauche, l'opposition au "mariage" homosexuel vous range à l'extrême droite !

« Ce qui est sûr en tout cas, c'est que certains de ces "bonnets rouges" ont peu à voir avec la détresse des salariés menacés d'insécurité sociale, mais plutôt avec les éléments les plus mobilisés de La Manif pour tous », assène aussi Bruno Roger-Petit sur le site du *Nouvel Obs*,



Manifestants à Quimper contre l'écotaxe et pour l'emploi, le 2 novembre. Caricaturés.

avant de désigner « la minorité [des Bretons] qui vote encore à droite et conserve le souvenir nostalgique des exactions menées par les chouans de 1793 contre la République éclairée alors incarnée par la Convention ». Et de demander en conclusion : « Qu'est-ce qui sépare un "bonnet rouge" d'un benêt rouge brun ? »

L'Humanité et le Monde insistent aussi sur le rôle que « l'extrême droite identitaire » voudrait jouer dans ces manifestations, le premier quotidien évoquant la collaboration nouée pendant la guerre entre le Parti national breton et l'occupant nazi, le second soulignant l'activisme d'un « petit mouvement d'extrême droite », Jeune Bretagne – si petit qu'on se demande bien comment il pourrait peser sur ce mouvement. « Jeune Bretagne ne compte guère plus de 30 personnes », relève Ivan Rioufol dans le *Figaro*. Assez, cependant, pour que certains médias et la gauche en tirent argument pour tenter de déconsidérer les "bonnets rouges"... ●

F. M.

► Polémique sur l'histoire de France

Idéologie

Parce qu'il aime les récits épiques, quelques historiens engagés font à **Lorànt Deutsch** un consternant procès d'intention.

« Est-ce qu'on a le droit d'aimer l'histoire de France ? Est-ce qu'on a le droit de raconter cette histoire sans être taxé de réac ou de facho ? » Ce soir-là, sur le plateau de *Touche pas à mon poste*, sur D8, Lorànt Deutsch s'est fâché. Voilà des mois que certains, à gauche, lui rabâchent qu'il est suspect, par ses écrits, de diffuser des idées "dangereuses". Face à lui, Gilles Verdez, chroniqueur et journaliste, connu surtout pour ses livres sur le football : *le Roman noir des Bleus* ou *la Face cachée de Franck Ribéry*.

Lui non plus n'a pas aimé *Hexagone*, le dernier ouvrage du comédien (paru chez Michel Lafon) : « Je trouve que votre livre est dangereux parce que c'est un livre de la France blanche, de la France nationaliste. [...] C'est l'histoire des mythes fondateurs, des mythes de la nation, des grands personnages, de la monarchie, donc l'histoire des rois de France », martèle-t-il. « C'est une histoire qui flirte avec les thèmes identitaires de l'extrême droite et je trouve que, sortir ce livre par les temps actuels, c'est dangereux ! », conclut-il avant de reconnaître qu'il n'en a « lu qu'une par-

tie parce que c'est un livre réac et que, même dans la religion, vous êtes problématique »...

Jugeant que son précédent ouvrage, *Métronome*, « fleurait un peu la III^e République », *Télérama* ne ménage pas non plus ses critiques : le comédien « serait à l'histoire ce que Jean-Pierre Pernaut est à la géographie. Une sorte de mousquetaire franchouillard, fier de son patrimoine, doucement réac. Le visage fédérateur de la France du repli ». Deutsch a beau jurer qu'il n'est en rien militant, *Marianne* estime que « l'esprit des historiens maurrassiens Pierre Gaxotte et Jacques Bainville » souffle sur ces pages : *Hexagone* distillerait « des raccourcis qui demeurent l'apanage des courants conservateurs ».

« La bataille de Poitiers reste une référence des identitaires et de l'extrême droite. »

Ces accusations ont une source : un collectif d'historiens militants qui poursuivent Lorànt Deutsch depuis le succès de *Métronome*. Soutenus par Alexis Corbière, l'un des responsables du Parti de gauche (fondé par Jean-Luc Mélenchon), Christophe Naudin, Aurore Chéry et William Blanc reprochent à Deutsch sa description de la

Diversions La tactique du bouc émissaire

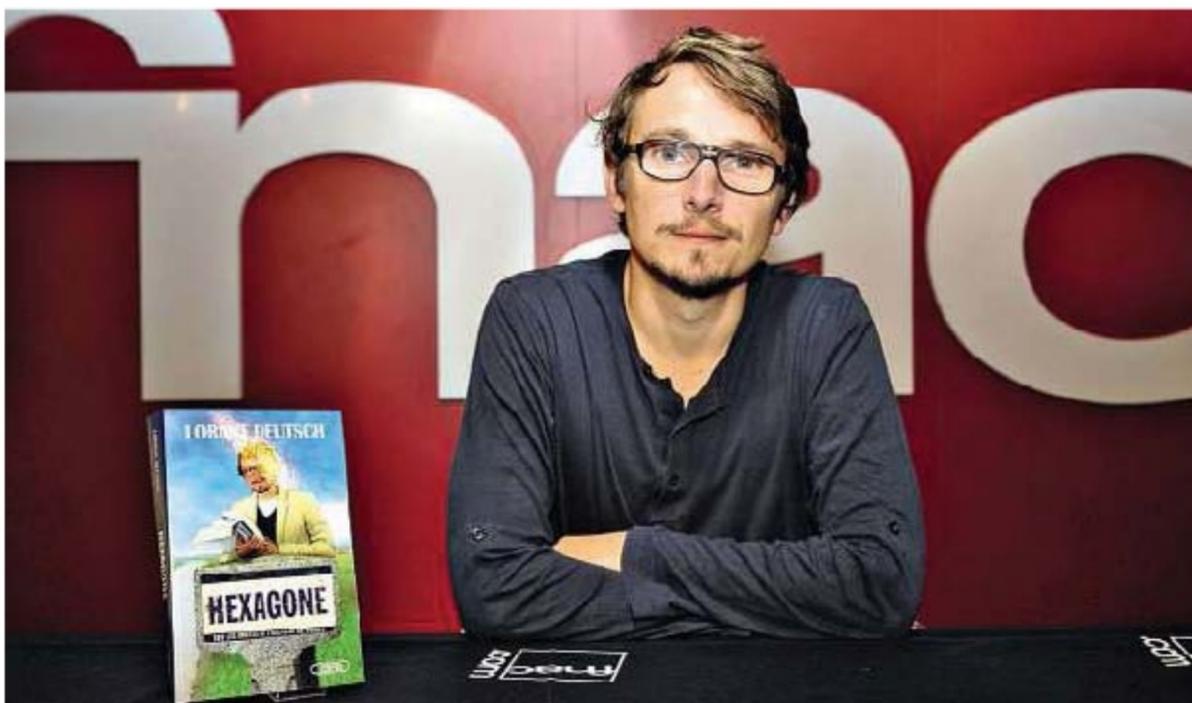
La semaine dernière, c'est Ivan Rioufol, chroniqueur au *Figaro*, que l'éditorialiste Rokhaya Diallo a pris pour cible dans *Libération* en jugeant que ses propos n'étaient pas « respectables ». L'an dernier, *le Nouvel Obs* accusait Éric Zemmour, Élisabeth Lévy et d'autres de « communier dans l'obsession d'une identité française blanche et chrétienne » au sein d'une « nébuleuse brune » qui rassemblerait aussi des écrivains comme Renaud Camus ou Richard Millet – même si leurs idées sont souvent très divergentes ! Réagissant à l'offensive *Tau-bira*, Zemmour soulignait le 8 novembre, sur RTL, que « les socialistes [mettaient] les projecteurs sur une France prétendument raciste » chaque fois qu'ils étaient en difficulté. Il faut à la gauche des boucs émissaires. F.M.

.....
conquête musulmane, au VIII^e siècle, inspirée, d'après eux, par une idéologie malsaine : « *Coran dans une main, cimeterre dans l'autre*, écrit Lorànt Deutsch, ils ont envahi Narbonne et sa région, massacrant les défenseurs de la ville, [...] offrant terres et habitations à des milliers de familles musulmanes venues d'Afrique du Nord [...] »

Dans la tribune qu'il publie dans Le Huffington Post, ce trio ne lui oppose pas d'argument historique mais note seulement que la bataille de Poitiers (732) « reste une référence des groupes identitaires et de l'extrême droite qui, jusqu'à Marine Le Pen, voient dans la victoire de Charles Martel une Gaule [...] sauvée du péril musulman [...] ». Ce qui suffirait, selon cette rhétorique, à discréditer son livre.

« Faire des procès quand on parle d'Histoire, c'est dangereux », a répliqué Lorànt Deutsch. Il ne faut pas juger l'Histoire au regard de l'actualité contemporaine. Sinon, on quitte l'Histoire et on fait de la politique, c'est réducteur », dit-il en ajoutant qu'il n'a qu'une ambition : « donner envie aux gens de découvrir l'histoire de notre pays ». Et les Français en redemandent : sorti en 2010, *Métronome* s'est vendu à près de 2 millions d'exemplaires ! Fabrice Madouas

POTERVISUAL PRESS AGENCY



Lorànt Deutsch. Son amour de la France et de l'Histoire l'a rendu suspect.



LE PARISIEN/MAGPFF

s'est vengée : l'audience de *Jusqu'ici tout va bien* s'est avérée catastrophique, emmenant France 2 en dessous de 3 % de parts de marché, obligeant la chaîne à diviser ses tarifs publicitaires par deux. Valse des chroniqueurs, rema-

Les inquisiteurs médiatiques sentent l'opinion leur échapper de plus en plus.

niements de l'émission, rien n'a pu sauver ce *Titanic* du rire : les spectateurs vont en foule voir ailleurs si l'humour y est. À son corps défendant, Sophia Aram est devenue l'emblème du divorce entre cette caste médiatique qui l'encensait et le véritable état d'esprit du grand public. Et le symbole du peu de poids réel de ces donneurs de leçons qui prétendent faire la pluie et le beau temps dans l'opinion, sur un peuple qui n'en peut plus de se voir dicter d'en haut ce qu'il doit penser par des bobos qui ignorent tout de ce qu'il vit.

Pour des raisons très diverses, les temps sont durs pour les professeurs de morale. Grands inquisiteurs journalistiques, prompts à accuser les autres de bidouillages, Yann Barthès et l'équipe du *Petit journal* ont été convaincus à plusieurs reprises de manipulations.

Autre grand moralisateur, Yannick Noah – qui n'est plus qu'à la dixième ►

La faillite des donneurs de leçons

Moralisme

Depuis des années, les faiseurs d'opinion essaient de culpabiliser les Français qui "pensent mal". Mais le réel finit toujours par reprendre ses droits.

Du temps qu'elle officiait sur France Inter comme chroniqueuse, elle faisait figure de prophétesse des temps nouveaux. *Télérama* louait « son rire de combat et de résistance », le *Nouvel Obs* sa capacité à « faire passer le fond avant la forme ». Sophia Aram était l'avenir de l'humour français, celui qui dit le Bien et le Mal, décerne des brevets de correction politique (pour elle, les électeurs du FN sont des "gros cons"), joue l'arbitre des élégances morales, milite pour le mariage homosexuel (dont tous les opposants sont pour elle homophobes) ou contre le sexisme en un "comique militant" qui oublie la plupart du temps de faire rire. Bref, une sorte de mètre étalon de l'humour à injonction et de la bien-pensance officielle.

C'est dire que beaucoup, dans la caste humoristico-médiatique, se pourléchaient les babines de la perspective de la voir redresser les consciences for-

cément bancales de la France profonde, en prenant les rênes d'une émission d'*access prime time*, comme on dit, sur France 2. Le public de la tranche 18-19 heures – où la chaîne a confié depuis septembre à Sophia Aram le talk-show *Jusqu'ici tout va bien* –, ce ne sont pas les bobos qui composent l'essentiel des auditeurs de France Inter ou des lecteurs de *Télérama* : ce sont les ménagères de moins de 50 ans, cette France populaire et provinciale que Sophia Aram et ses homologues Nicolas Bedos ou Stéphane Guillon ont l'habitude de prendre de haut. Or la France profonde

Controverse Thuram dans la tempête

Depuis l'arrêt de sa carrière de footballeur en 2008, Lilian Thuram a réussi sa reconversion dans la production industrielle de moraline. Créateur de la Fondation Lilian Thuram Éducation contre le racisme, parrain du collectif Devoirs de mémoires, ancien membre du Haut Conseil à l'intégration, il est de tous les combats « contre tous les racismes », n'hésitant pas à amalgamer la lutte contre l'immigration clandestine à la "déportation". Également en pointe contre "l'homophobie" et pour le mariage homosexuel, cet opposant à la « sarkoïsation des esprits » s'est vu décerner par François Hollande, le 17 septembre, le grade d'officier de la Légion d'honneur. Une cérémonie qui tombait mal, après le dépôt d'une plainte, le 4 septembre, par sa compagne Karine Le Marchand,

pour violences conjugales. Lorsque l'affaire a été rendue publique, une dizaine de jours plus tard, la jeune femme a retiré sa plainte... avant de regretter publiquement, à la mi-octobre, ce retrait, pour lequel elle affirme avoir subi des pressions.



Lilian Thuram décoré par François Hollande à l'Élysée, le 17 septembre.

► place du classement 2013 du JDD des personnalités favorites des Français, à la tête duquel il a longtemps trôné – s'est vu accuser à l'automne d'esclavage par l'ancienne nounou de son fils.

Nicolas Bedos n'a lui non plus pas trop le vent en poupe. Placé en garde à vue fin septembre pour conduite en état d'ivresse et outrage à policiers (il avait déjà été condamné en juillet 2012 pour avoir publiquement traité les policiers de « *voyous en uniforme* »), il s'est ensuite ridiculisé, la semaine dernière, en qualifiant d'"indécente" la pétition du magazine *Causeur* contre la loi sur la prostitution... qu'il avait lui-même signée, avant de faire marche arrière devant l'ampleur du scandale. Cela n'empêche pas ce grand courageux de publier, dans le *Elle* du 1^{er} novembre,

L'"humoriste" Nicolas Bedos entre en guerre contre la "France qui pue".

une chronique intitulée « *la France qui pue* » : c'est-à-dire, naturellement, celle qui est abonnée aux « *dérapages identitaires* » et refuse de se laisser convaincre que « *les immigrés sont un atout économique* » (la preuve : c'est écrit dans *l'Express* !). Cette "France qui pue", héritière de la "Francemoisie" dénoncée en 1999 par Philippe Sollers, qui rechigne à s'ouvrir à tous les vents de la mondialisation et de l'immigration malgré plusieurs décennies d'injonction médiatique.

Puisque le réel leur échappe de plus en plus et que les plus lucides d'entre eux sont bien obligés de constater, comme Laurent Joffrin, que « *ce n'est plus la droite qui est réactionnaire, c'est la réalité* », vont-ils adapter leur discours à ce constat ? C'est le contraire qui se passe : plus la réalité et l'opinion leur échappent, plus les donneurs de leçons durcissent leurs discours, en un réflexe de crispation suicidaire, comme si l'instauration d'un climat de guerre civile permanente était le seul moyen qu'ils aient trouvé pour poursuivre leur croisade manichéenne. « *C'est la guerre ici. Entre nous. La guerre civile* », écrit Nicolas Bedos. Quant à Lilian Thuram, il a placé sa Fondation Éducation contre le racisme sous l'égide d'une autocitation sans ambiguïté : « *Et vous, de quel côté êtes-vous ?* » ● Laurent Dandrieu



Rama Yade, l'icône déchu

Comète

La presse et les sondages l'adoraient. Mais sa popularité factice n'a pas suffi à empêcher sa chute.

Elle était jeune, elle était belle et, surtout, elle était rebelle. Elle tenait son aplomb et sa légitimité des sondages qui la consacrèrent, en 2009, "personnalité politique préférée des Français" avec 60 % de bonnes opinions. Tout lui était permis. Elle pouvait critiquer le discours de Dakar. Elle pouvait aussi boycotter la visite officielle de Kadhafi à l'Élysée fin 2007, et le faire savoir. Et refuser d'être bombardée députée européenne, comme le lui avait proposé Sarkozy en 2009. La chute n'en serait que plus brutale.

Quelques indices auraient dû l'alerter. Candidate aux élections municipales à Colombes (Hauts-de-Seine), en 2008, elle est battue au second tour malgré sa notoriété. Exfiltrée du secrétariat d'État aux Droits de l'homme après les européennes de 2009, Rama Yade se retrouve aux Sports, sous la tutelle de Roselyne Bachelot, avant d'être tout simplement limogée du gouvernement en 2010. La star des médias quitte l'UMP pour rallier Borloo, bien décidée à faire payer à Sarkozy son "lâchage". Elle répète à qui veut l'entendre qu'elle soutiendra son nouvel

ami plutôt que son ancien mentor, et qu'aucun « *plat de lentilles* » ne la fera changer d'avis. Vient la présidentielle. À peine un mois après l'entrée en campagne de Sarkozy, elle le soutient sans prendre part à sa campagne. Voilà l'icône des années 2007-2011 éclipsée

Battue aux législatives, repêchée par Borloo, elle ne parvient plus à intéresser les Français.

par d'obscurs parlementaires qui, eux, ont été élus. Sarkozy battu, elle tente, à l'occasion des législatives de 2012, de trouver un siège de député dans les Hauts-de-Seine. Nouvel échec, cette fois dès le premier tour.

La cure de silence à laquelle elle s'estreint alors ne redore pas son blason. Récupérée par Borloo au sein de la jeune UDI, Rama Yade choisit, pour son retour, d'écrire un livre de souvenirs (*Carnets du pouvoir, 2006-2013*), recueil des notes prises lorsqu'elle était au gouvernement, qui, elle en est certaine, fera couler beaucoup d'encre. Elle en profite pour régler ses comptes avec la caste politique, livrer force anecdotes, et fait une vaste tournée de promotion dans les médias. Mais son livre ne dépasse pas la barre des 5 000 exemplaires vendus. Le charme est rompu. ● G. L.